



Parole de manifestant

Texte et photos de Jacques AUDIN



En écoutant ce matin Emanuel Valls sur France Inter ça m'a donné envie de réagir. Oh je sais ma voix ne porte pas bien loin, pas au delà de quelques dizaines d'adresses mails, mais enfin c'est toujours ça!

Hier je suis allé à Paris manifester contre la loi Travail. Levé à 5 heures, pour être au rendez vous donné par la CGT33 à 5h45 gare St Jean, une demi heure avant le départ du TGV de 6h18 devançant 4 autres trains qui suivront pour emporter le millier de bordelais qui se sont portés volontaires.



A 11 heures j'étais déjà place d'Italie, lieu de rassemblement de la Manifestation intersyndicale contre la loi travail dont le départ était prévu à 13h (CGT, FO, FSU, SUD...). Déjà des petits groupes de manifestants montés des provinces arpenaient, drapeaux et banderoles sorties, la place et les rues attenantes, faisant le bonheur des terrasses de bars et restaurants qui se garnissaient d'ambiances joyeuses et combatives. Les Bordelais s'étaient donnés rendez-vous avenue des Gobelins en

amont de la place d'Italie, sur le parcours prévu de la Manif, car bien sur la place d'Italie ne pouvait pas contenir les centaines de milliers de manifestants attendus. Quand le cortège syndical se forma, la tête de manifestation avec tous les leaders syndicaux se plaça devant nous un peu plus en avant de l'Avenue des Gobelins. Bien qu'aux premières loges, j'ai pu difficilement photographier la banderole de tête tant journalistes, photographes et cameramans s'acharnaient autour de Philippe Martinez et de Jean Claude Mailly!

200 mètres plus bas devant nous, un autre rassemblement de quelques centaines de manifestants en noir s'était formé, obstruant ainsi le trajet du parcours officiel. Celui-ci démarra néanmoins vers 13h30 mais du s'arrêter pour ne pas aller à l'affrontement et attendre que l'avenue se dégage. Beaucoup de pétards et de fumée à l'avant. Le service d'ordre syndical FO & CGT nous empêchait de dépasser la tête du cortège intersyndical qui avançait de halte en halte au fur et à mesure que les casseurs qui s'affrontaient avec la police reculaient. Nous avançons de cent mètres, en cent mètres constatant les dégradations de mobiliers public (arrêt de bus, panneaux publicitaires, goudron de la chaussée décollé, grilles autour des arbres etc...) Il est parfaitement clair, pour moi, que la police n'a rien fait en amont pour empêcher les casseurs d'agir, attendant qu'ils agissent d'abord pour les repousser. Il est parfaitement clair que les «casseurs» en question n'avaient rien à voir avec le cortège intersyndical. Je m'insurge contre les propos de Manuel Valls sur France inter qui a fait l'amalgame entre les casseurs et la CGT. Qui fait l'amalgame entre un tueur de policiers qui se réclame de DAECH et la CGT. Le service

d'ordre inter-syndical à fait son travail de protection de la manifestation, il n'a pas fait le travail de la police, chacun son truc !!! Je m'insurge contre les propos de Manuel Valls qui veut interdire les manifestations de la CGT à Paris au prétexte quelle n'est pas capable d'empêcher les casseurs d'agir. Je m'insurge contre les propos de Manuel Valls qui désigne la CGT comme la seule organisation syndicale qui manifestait alors que c'était une manifestation intersyndicale dans laquelle les 7 autres organisations FO, FSU, SUD ont pris toutes leur part y compris dans le service d'ordre. FO en particulier était très présent dans le cortège.

Il est devenu clair pour moi que le premier ministre tente ainsi en désignant la CGT comme fauteur de trouble, de briser l'unité d'action des deux plus anciennes confédérations syndicales ouvrières de France. Il est devenu parfaitement clair que cette loi «Travail» dite « El Khomry » est avant tout destinée à briser le syndicalisme revendicatif dans les entreprises pour lui substituer un syndicalisme de compromission, de collaboration. L'article 2 en particulier permettra aux employeurs de déroger à toutes les lois sociales actuelles au travers de syndicats maison quelque soit leur sigle. La CFDT s'imagine bien sur dans cette configuration faite pour elle, mais elle en oublie les fondements du syndicalisme. Celui-ci en France s'est construit sur la défense des salariés et pas sur celle de leurs exploiters. La CFDT nie la lutte des classes. Issue du syndicalisme chrétien CFTC elle s'est créée en 1964 pour faire déjà contre poids à la CGT. El Khomry l'a avoué, cette loi est faite pour favoriser les syndicats sociaux démocrates, c'est-à-dire ceux qui acceptent la loi du capital, de



la concurrence mondiale, des actionnaires, des banques, du profit, bref de l'exploitation de l'homme par l'homme et qui mettent sur le même plan d'égalité le patron et le salarié. Je suis scandalisé par les propos de manuel Valls qui affirme que le mouvement contestataire à sa loi est en recul quand tous les observateurs objectifs et en particulier ceux qui battent le pavé depuis des mois, notent un accroissement considérable du nombre de manifestants. Il n'y a pire sourd que

capables de compter précisément le nombre des têtes qui manifestent. Nier à ce point la réalité est inadmissible.

Le pouvoir est entré dans une phase de dénie de la réalité, Valls n'a plus aucune légitimité, c'est un menteur, un falsificateur, il n'est pas un démocrate, il n'a même pas la dignité de reconnaître la réalité, il doit partir pour l'honneur de notre république.

Je dois dire que je suis fier de mon syndicat, de son esprit de responsabilité, je ne le dis pas par complaisance car ça n'a pas toujours été le cas, souvent je l'ai trouvé trop complaisant justement au nom de l'unité syndicale.

ceux qui ont donné leur vie en des temps plus anciens. Il mime le discours de la droite qui mime celui de l'extrême droite, contre le peuple qui défend son droit de vivre dignement de son travail. Là où la politique à échouée le syndicalisme peut réussir, imposons notre classe, celle du travail, contre la leur, celle des profits, reprenons à notre compte aujourd'hui ce qui a fait les fondements de notre syndicalisme français. C'est le travail qui crée les richesses et lui seul, après, c'est juste une question de répartition. Eux, les nantis, les patrons, les actionnaires, les banquiers, ils le savent, aux travailleurs, d'en prendre collectivement conscience pour reprendre leur part.

Jacques Audin

celui que ne veux pas entendre. Un hélicoptère a survolé la manifestation parisienne de suffisamment haut pour en prendre la dimension et des logiciels d'analyses d'images sont

En désignant la CGT comme son ennemie le premier ministre ignore sans doute qu'il lui fait honneur. Il ne connaît sans doute pas l'histoire de notre pays ni celui de la CGT, ni qu'il doit en partie sa liberté à

COMMUNIQUE DE PRESSE *Interdiction des manifestations : François Hollande et le gouvernement perdent leur sang froid (Pierre Laurent)*

Hier, un magnifique et puissant défilé des salariés et de la jeunesse a montré l'isolement du gouvernement sur la loi El Khomri. Son acharnement à imposer cette loi sans la rediscuter et sans majorité législative pose un grave problème démocratique.

En marge de cette manifestation, des bandes de casseurs ont de nouveau pu semer la violence en s'attaquant, notamment, à l'hôpital Necker. Le gouvernement utilise ces faits condamnables et que nous condamnons pour tenter de discréditer les manifestants et les syndicats organisateurs.

Avec les parlementaires communistes, présents sur le point fixe du PCF situé boulevard de Port-Royal, j'ai pu constater, une nouvelle fois, que ces bandes de casseurs agissaient à l'écart de la manifestation.

Alors qu'ils sont parfaitement identifiés, pourquoi ne sont-ils pas interpellés et comment peuvent-ils continuer à agir à chaque manifestation ? Alors que les pouvoirs publics savent interdire aux hooligans d'accéder aux enceintes sportives, pourquoi ces bandes de casseurs peuvent, en toute impunité, venir semer le désordre et le chaos ?

La menace d'une interdiction de manifester, exprimée ce jour par le chef de l'État et le premier ministre, est un signe extrêmement préoccupant de fébrilité dans un moment où, tout au contraire, notre démocratie et notre République doivent affirmer avec force leurs principes et leurs valeurs essentielles.

Nous appelons donc le pouvoir à ne pas perdre son sang froid, à reprendre la négociation et à agir pour assurer la sécurité des biens et des personnes et celle du droit de manifester. Le gouvernement ne peut se soustraire à ses responsabilités en s'attaquant à une liberté constitutionnelle qui permet de faire entendre dans l'unité et sans violence le rejet de la loi El Khomri.

Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Paris, le 15 juin 2016





Ofi Idesjourns 2016



Monsieur le Président
de la République française
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-honoré
75008 Paris

Bordeaux le 15 juin 2016.

Monsieur le Président de la République
L'Union Départementale CGT de la Gironde vous interpelle suite aux propos tenus ce matin sur France Inter par votre Premier Ministre Manuel Valls.

Ce dernier accuse la CGT d'avoir joué un double jeu avec les « casseurs » hier dans la manifestation !

Ce sont des propos irresponsables et insultants !

C'est une provocation supplémentaire aux lourdes conséquences pour le dialogue social.

Traiter les salariés une nouvelle fois avec un tel mépris, laisser penser que la CGT aurait participé à la casse entre autre d'un hôpital alors que du personnel hospitalier était dans la manifestation, sont des déclarations indignes d'un représentant de la République !

Sachez que le monde du travail n'a pas l'habitude de détruire son outil de travail !

La CGT est bien entendu outrée qu'une centaine de personnes qui ne sont pas là pour manifester pour le retrait de la loi Travail et pour de nouveaux droits aient pu détruire autant de vitrines et causer tant de dégâts sur la voie publique alors que toutes les forces de l'ordre étaient campées aux coins des rues.

Comment expliquer, comme nous avons été plusieurs à en être témoins, que les forces de l'ordre les laissent avancer, casser puis les repoussent sur la tête de l'intersyndicale et qu'enfin elles aient l'ordre de charger ? Et cela tout le temps du défilé !

Quelle stratégie est recherchée ? Si ce n'est celle de décrédibiliser les manifestants et plus particulièrement la CGT.

Tout cela parce que vous avez décidé de ne pas retirer la Loi Travail et de ne pas ouvrir la table de négociation comme l'intersyndicale vous le demande dans son courrier du 20 mai.

Les propos tenus par le Premier Ministre ne sont que de la stratégie de communication ayant pour objectif de faire naître la haine à l'encontre de la CGT et des salariés en grève, les coups sont bas, irresponsables et scandaleux !!

Nous vous rappelons que plus de 70% de l'opinion publique est contre ce projet de loi, la mobilisation est bien loin de s'essouffler, hier un million trois cent mille manifestants dans tout le pays dont 1 500 à Bordeaux pour la votation citoyenne, alors que 2 000 salariés étaient partis le matin même avec l'intersyndicale manifester à Paris.

Toujours campé dans sa posture « je ne céderai rien », votre Premier Ministre menace ce matin à la même radio d'interdire les manifestations à Paris et ailleurs, précisant

que les autorisations seront délivrées au cas par cas !

À noter que Monsieur Juppé, Maire de Bordeaux et candidat à la candidature pour les présidentielles, compte les interdire ! Évidemment ce matin le Premier Ministre a ouvert une voie immense.

Si ces menaces venaient à être mise à exécution, nous ne pourrions plus nous considérer dans un État de Droit, le Gouvernement remettrait en cause le droit de manifester. Pensez-vous qu'il soit suffisant d'interdire de manifester pour qu'une loi contestée soit adoptée bon gré mal gré ? Ce matin votre Premier Ministre a rappelé l'esprit de résistance qui caractérise les militant-e-s de la CGT, ainsi que le rôle qu'elle joue depuis 120 ans pour le progrès social.

Cependant, à l'entendre, il semblerait que pour lui il est impératif d'arrêter de revendiquer et contester pour se tourner vers un syndicalisme d'accompagnement.

Nous rappelons que nous restons un syndicat oeuvrant pour la transformation sociale, notre haut niveau de résistance nous habite toujours. Aussi nous continuerons à nous mobiliser contre toutes les politiques d'austérité telles que la Loi Travail et à combattre la finance ce que vous, vous avez lâché alors que c'était dans votre programme.

Toutefois, vouloir interdire les manifestations n'augure rien de bon pour la démocratie. Dans les pays totalitaires ce sont les premières mesures qui sont mises en place !!

Monsieur le Président de la République, l'Union Départementale CGT de la Gironde vous demande solennellement que votre Premier Ministre adresse des excuses publiques à la CGT et au monde du travail et que vous confirmiez qu'il n'y aura aucune interdiction de manifester !

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la République, nos salutations respectueuses.

Pour l'UD CGT Gironde
Corinne VERSIGNY
Secrétaire Générale



Tous ensemble
POUR VIVRE DEBOUT